



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative - Porte J
34, avenue du Maréchal Maunoury
BP 60723
41007 Blois Cedex

Blois, le 21/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MINIER SAS

Naveil
BP 40086
41100 Vendôme

Références : 2025/ 517
Code AIOT : 0010005360

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2025 dans l'établissement MINIER SAS implanté Bondrée 41100 Naveil. L'inspection a été annoncée le 17/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MINIER SAS
- Bondrée 41100 Naveil
- Code AIOT : 0010005360
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Naveil lieu-dit "Bondrée" est une carrière de sable autorisée par les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 01-3385 du 03/08/2021.

La production annuelle maximale autorisée est de 100 000 tonnes avec une moyenne de 31200 tonnes.

L'échéance de l'autorisation est le 24 mars 2024, elle est donc passée.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Remblais	Arrêté Préfectoral du 20/06/2024, article R.541-43-1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
3	Schéma d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.4.D 1er alinéa	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	0 jour
4	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accès au site	Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.6.A.b	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Durée de l'autorisation caducité	Arrêté Préfectoral du 26/05/2023, article 1.4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.6.A.b
Thème(s) : Autre, Clôture
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>L'accès à la carrière et à toute zone dangereuse de l'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.</p>
Constats : <p><u>Constats de la visite d'inspection du 20/06/2024 :</u> Lors de la visite il avait principalement été constaté que l'accès à la carrière se faisait par un portail fermant à clef et que la carrière était close sur sa périphérie, soit par un merlon ou une clôture (3 fils barbelés) ou les 2 dispositifs. Néanmoins, dans la partie sud du site il avait été constaté que le merlon périphérique qui débouchait directement sur le front de l'excavation (ce qui n'est pas la configuration idéale pour prévenir le risque de chute), n'était doublé par une clôture que sur une moitié du secteur. Devant cette situation il avait été demandé à l'exploitant d'étendre la clôture sur l'ensemble du secteur Sud de la carrière ou d'éloigner le merlon du front.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant :</u> Dans sa réponse du 28 octobre 2024 l'exploitant a indiqué : " La clôture a été complétée le long du chemin agricole (voir photo à suivre)". Les photos montrent le complément de clôture ajouté le long du chemin agricole.</p> <p><u>Constats de la visite du 25 juin 2025 :</u> La clôture est complétée le long du chemin agricole avec un retour dans la l'angle du site en direction du Nord, en doublement du merlon existant.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Remblais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2024, article R.541-43-1
Thème(s) : Autre, Terres excavées
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.

II. [...] Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

Constats :

Constats de l'inspection du 20/06/2024 :

L'exploitant reçoit sur son site des terres excavées en vue de la remise en état de la carrière. Le registre chronologique concernant l'admission des ces terres sur la carrière est renseigné à partir des bons de remblais qui sont établis depuis le site MINIER Négocé situé dans la zone industrielle de la Bouchardière à proximité de la carrière (point non contrôlé lors de l'inspection).

L'exploitant avait précisé qu'il utilisait le logiciel CARSABE pour renseigner au fil de l'eau (par l'agent de bascule) les informations figurant sur les bons de remblais, ce logiciel permettant ensuite de téléverser les informations renseignées vers le RNDTS. Lors de l'inspection, l'exploitant avait précisé que lors du premier téléversement qu'il avait effectué vers le RNDTS le fichier téléversé avait été rejeté, a priori du fait de mauvaises saisies dans CARSABE liées à un manque de formation pour les agents en charge de cette saisie.

En conclusion il avait été acté que le RNDTS n'était pas renseigné.

Réponse de l'exploitant du 28/10/2024 :

Dans sa réponse l'exploitant a précisé : " Depuis septembre, nos agents de bascule relancent régulièrement les clients pour obtenir les DAP remplies en totalité. Plusieurs essais de téléversements ont été réalisés mais n'ont à ce jour pas abouti (voir historique à suivre). Nous continuons de travailler au téléversement quotidien".

Constats de l'inspection du 20/06/2025 :

Lors de l'inspection il a précisé que des téléversements ont été réalisés sur le RNDTS pour la période de septembre 2024 à avril 2024.

Lors de la visite l'exploitant a présenté son tableau de suivi des DAP (Déclaration d'Acceptation Préalable) des déchets (remblais) admis sur le site et a précisé qu'aucun déchet n'était accueilli en remblaiement de la carrière sans DAP (le DAP est indispensable pour renseigner le RNDTS).

Par sondage un DAP a été examiné pour apprécier de sa conformité aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014.

Ce DAP n°2025-27 du 12/06/2025 concernant 10,58 tonnes de terres et cailloux, code déchets 20 02 02, est correctement renseigné.

<p>L'exploitant a précisé que depuis le basculement du RNDTS vers Track déchets début mais 2025, les téléversements sont à nouveau refusés du fait de la non mise à jour du logiciel CARSABE. La société qui commercialise ce logiciel travaille à sa modification mais elle ne pourra, pas d'après l'exploitant, être opérationnelle avant fin août / début septembre 2025.</p> <p>Depuis le basculement du RNDTS vers track déchets les téléversements vers ce dernier logiciel ne sont pas réalisés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Schéma d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.4.D 1er alinéa</p>
<p>Thème(s) : Autre, phasage d'exploitation</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation de la carrière est conduite conformément au schéma d'exploitation annexé au présent arrêté [...].</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Historique :</u></p> <p>Lors d'une visite en date du 18/09/2012 ce point avait fait l'objet d'une non-conformité (phasage non respecté). Dans sa réponse du 17/12/2012 l'exploitant a indiqué : " [...] Cette carrière n'avance pas à la cadence prévue dans l'arrêté préfectoral. Afin de réserver ces matériaux pour des usages nobles, nous ne souhaitons pas les vendre en remblais. C'est pourquoi nous avons prévu de traiter ces matériaux sur l'installation autorisée des "Dragues" dont la capacité de traitement est suffisante. Peu avant l'échéance de l'autorisation actuelle, si besoin est, nous déposerons une demande de renouvellement de l'autorisation".</p> <p>Le 19/12/2019 lors de l'inspection suivante il a été constaté que la non-conformité perdurait. Dans</p>

sa réponse du 7 mai 2020 l'exploitant a indiqué : "Un dossier de demande de renouvellement d'autorisation de carrière va être déposé. Il permettra de régulariser la situation vis à vis du plan de phasage et des différentes surfaces en dérangement". Le 22/02/2021 lors d'une inspection il a à nouveau été constaté que le plan de phasage n'était pas respecté. La lettre de suite adressée à l'exploitant par l'inspection des installations classées précisait qu'une proposition de mise en demeure portant sur le respect du phasage et des prescriptions associées était faite au préfet. Le 9 mars 2021 le préfet a transmis à l'exploitant un projet d'arrêté de mise en demeure. Dans sa réponse au préfet le 25 mars 2021 l'exploitant a indiqué : " Un dossier de demande de modification du phasage et de réactualisation des garanties financières avec des surfaces S1, S2 et S3 adaptées aux conditions réelles d'exploitation sera déposé dans les plus brefs délais". Le dossier évoqué par l'exploitant (porter à connaissance) a été déposé le 5 mai 2021. Il a conduit à abandonner la procédure de mise en demeure engagée.

Concernant le phasage d'exploitation, le dossier du 5 mai 2021 précise : " l'AP du site arrive à échéance le 25/03/2024. La totalité du gisement de l'autorisation ne pourra être exploité dans cet intervalle de temps. Seule la partie Est de l'autorisation actuelle pourra être extraite en totalité, la partie Ouest ainsi que le reliquat de la partie Est à remblayer seront renouvelés par un dossier de demande d'autorisation environnementale déposé avant le 25 mars 2022. Le plan de phasage sollicité est joint à suivre".

Constats de la précédente visite du 20/06/2024 :

Le plan de phasage produit dans le dossier du 5 mai 2021 n'est pas respecté et le dossier qui a été déposé le 25/02/2022 (AP d'autorisation n°41-2023-05-26-00002 du 26/05/2023) ne portait que sur la partie Ouest non exploitée (la partie Est qui restait à remblayer n'a pas été intégrée au dossier du fait de l'absence de maîtrise foncière sur la totalité des terrains concernés, d'après l'exploitant). Par le dépôt d'un dossier en préfecture le 26/02/2024 (soit moins d'un mois avant l'échéance de l'autorisation), l'exploitant a sollicité 2 ans supplémentaires pour finaliser la remise en état du site(secteur Est). Le dossier contient un nouveau plan de phasage et un nouveau calcul des garanties financières. Le plan de phasage proposé ne semble pas très réaliste puisqu'il fait état de phases s'étalant sur une période de 3 ans alors que la demande porte sur une demande de prorogation de l'autorisation de 2 années.

Devant cette situation qui met en avant que les engagements pris par l'exploitant ne sont pas respectés ce dernier a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 12/08/2024 de :

- sous 6 mois, de notifier au préfet au préfet l'arrêt définitif de la carrière avec indication des mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R.512-75-1 du code de l'environnement.
- sous 12mois, de procéder au remblaiement total et à la remise en état de la carrière.

Visite du 25/06/2025 :

Le 25 juin 2025 il a été constaté :

- que la notification de cessation d'activité telle que prévue par l'arrêté préfectoral de mis en demeure du 12/08/2024 n'avait pas été faite alors que le délai fixé pour la réaliser (6 mois) est dépassée.
- qu'une partie importante du site restait encore à remblayer et que l'échéance de 1 an prévue par l'arrêté préfectoral de mis en demeure du 12/08/2024 ne serait vraisemblablement pas respectée.

En outre il convient de préciser :

- que l'exploitant, dans sa réponse du 28/10/2024 à l'inspection du 20/06/2024 a précisé : "Le remblaiement du site de Naveil Bondrée est totalement dépendant des activités de terrassement et de démolition sur le secteur Vendômois. Pour réaliser un réaménagement de qualité avec un retour à vocation agricole optimum, 12 mois de délai présente une période trop courte et le réaménagement n'en sera que pénalisé. Nous mettrons tout en œuvre pour réaliser le

réaménagement dans les temps".

- que, le 6 juin 2025, soit une quinzaine de jours avant l'inspection 2025, l'exploitant a transmis un nouveau dossier de porter à connaissance pour solliciter une prolongation de 3 années pour finaliser la remise en état de la carrière.

Le 25 juin 2025 il a été précisé à l'exploitant que sa dernière demande du 6 juin ne pouvait constituer une réponse acceptable à l'arrêt préfectoral de mise en demeure du 12/08/2024.

La notification de cessation d'activité de la carrière telle que prévue par l'arrêté préfectoral de mis en demeure du 12/08/2024 n'a pas été faite, alors que le délai prescrit pour la réaliser (au plus tard 6 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, soit avant le 12 /02/2025) est dépassé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 0 jour

N° 4 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.7

Thème(s) : Autre, Echéance de remise en état

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2025

Prescription contrôlée :

[...]

La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Constats :

Les constats relatifs à ce point de contrôle sont le mêmes que ceux du point de contrôle précédent.

Seule la conclusion est différente puisque l'échéance fixée par l'arrêté préfectoral de mise en demeure au 12/08/2025 pour procéder au remblaiement total et à la remise en état du site n'est pas encore dépassée.

L'exploitant se doit de procéder au remblaiement total et à la remise en état du site avant le 12/08/2025 comme spécifié par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12/08/2024 en son article premier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Durée de l'autorisation caducité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2023, article 1.4.1
Thème(s) : Autre, Diagnostic archéologique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R. 181-48 du code de l'environnement.</p> <p>En application des articles L. 181-21 et L 181-28 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 18 années à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.</p> <p>L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile. Conformément à l'article R. 181-49 du code de l'environnement, la demande de prolongation ou de renouvellement de l'autorisation est adressée au préfet par le bénéficiaire six mois au moins avant la date d'expiration de cette autorisation.</p> <p>Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application des articles R. 523-1, R. 523-4 et R. 523-17 du code du patrimoine.</p>
<p>Constats :</p> <p>26Par un AP en date du 24 mars 2025 un diagnostic archéologique a été prescrit sur une emprise de 13 300 m2 (phase 1 à 5 du projet) par la préfète de la région Centre - Val de Loire (le secteur objet de ce diagnostic concerne la partie de carrière non exploitée et renouvelée par l'arrêté d'autorisation du 26/05/2023 susvisé).</p> <p>Par un courrier en date du 30 avril 2025 l'exploitant a sollicité de la DREAL un report de la date de mise en service de la carrière à la date d'intervention de l'INRAP sur les terrains concernés.L'exploitant motive sa demande en indiquant qu'il a contacté l'INRAP pour la programmation du diagnostic mais que le planning de l'organisme étant chargé il n'a aucune visibilité précise sur leur intervention qui devrait avoir lieu en 2026.</p> <p>Lors de la visite il a été rappelé à l'exploitant les dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières qui dispose que : " La mise en service de</p>

l'installation est réputée réalisée dès qu'on été achevés les aménagements et équipements tels qu'ils sont précisés aux articles 4 à 7, éventuellement complétés par des travaux précisés par l'arrêté d'autorisation".

Les articles 4 à 7 portant sur la mise en place, de panneaux d'identification du site, de bornes, au besoin d'un réseau de dérivation de eaux pluviales et d'un accès sécurisé à la voirie publique, ces aménagements ne sont pas incompatibles avec la réalisation d'un diagnostic archéologique.

La mise en service pourra donc être réalisée dans le délai de trois ans à compter du 26/05/2023. Il est par ailleurs rappelé à l'exploitant que le le troisième alinéa de l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/025/2023 dispose que : " La durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application des articles R.523-1, R.523-4 et R. 523-17 du code du patrimoine".

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite